

République Française
Territoire des Iles Wallis & Futuna
Service de l'économie rurale et de la pêche

***L'organisation des professionnels du monde rural
à Wallis & Futuna
Enjeux et perspectives d'appui***

Bruno Losch

version finale
décembre 2002

Cirad-Tera
n° 38/02



CIRAD-DIST
Unité bibliothèque
Lavalette



Note liminaire

Ce rapport a été élaboré suite à deux missions réalisées sur le Territoire du 4 au 11 mai et du 20 au 27 juillet 2002 dont les conditions de déroulement sont présentées en annexe. Il s'appuie sur, reprend pour partie et complète deux documents d'étape réalisés en juillet et août 2002 : « *L'organisation des professionnels du monde rural à Wallis & Futuna - note provisoire* » et « *Note sur la réalisation d'une enquête activités-revenus* ».

L'auteur remercie l'équipe du Service de l'économie rurale et de la pêche, et en particulier son directeur, Jacques Fourmy, et Atoloto Malau, pour son accueil, la qualité des échanges et celle de l'organisation du travail, des visites et des contacts. Il remercie également l'ensemble des personnes rencontrées pour leur grande disponibilité en regard d'un programme contraint par la brièveté des séjours.

Résumé

Le Territoire des îles Wallis & Futuna est entré dans une période de transition liée à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie. Celle-ci remet en cause les flux migratoires qui contribuaient à la régulation d'une économie locale marquée par les handicaps structurels d'une petite économie insulaire. Les défis sont d'éviter les ruptures en permettant l'accès des différentes catégories de la population - et en particulier les jeunes - aux fruits du progrès économique et social grâce à la mise en œuvre d'une démarche de développement territorial valorisant au mieux les ressources, les savoir-faire et les spécificités locales.

Dans ce contexte, les organisations du monde rural revendiquent un statut et la possibilité de peser dans les débats sur l'avenir du Territoire, sachant que les ressources de la majorité de la population dépendent essentiellement de l'exploitation du milieu naturel. Attestant de dynamiques collectives nombreuses mais fragiles, ces organisations, qui se sont dotées récemment d'une Fédération destinée à porter leurs intérêts, ont besoin d'appuis adaptés. La rénovation du dispositif d'intervention des services de l'économie rurale du Territoire et la mise en place de nouveaux programmes d'action (OGAF) devraient fournir l'occasion d'une meilleure prise en compte des besoins et d'un renforcement des capacités de propositions et d'action des organisations rurales.

Mots-clés : Wallis & Futuna, organisations agricoles et rurales, développement local

Sommaire

Résumé

1/ Les défis du Territoire 6

- 11. Eviter les ruptures
- 12. Trouver des « moteurs » pour le développement territorial
- 13. Engager une démarche de projet

2/ Place et rôle des organisations du monde rural 11

- 21. Des dynamiques collectives nombreuses et diversifiées
- 22. La revendication d'un statut et de la « prise de parole »

3/ Des pistes pour l'action 13

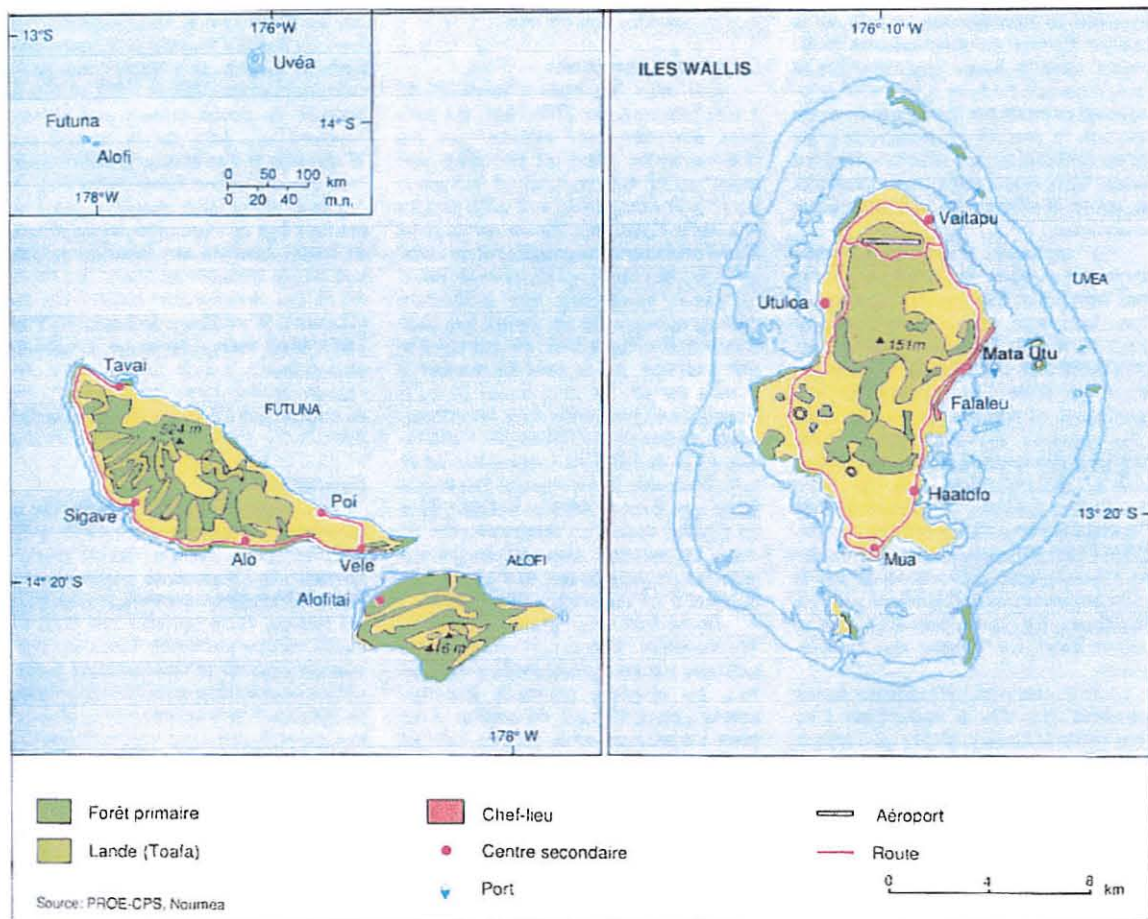
- 31. L'information
- 32. La formation
- 33. Le dispositif d'appui

Bibliographie

Annexes 18

- Déroulement des missions
- Récapitulatif des contacts
- Note sur la réalisation d'une enquête « activités-revenus »
- Diaporama présenté aux organisations en juillet 2002

Carte du Territoire des îles Wallis & Futuna



source : Antheaume et Bonnemaïson, 1998 : 81

Ile de Wallis



Vue nord-sud



Vue sud-nord et
passe de Honikulu

Situé au cœur du Pacifique Sud, à 2 100 km de la Nouvelle-Calédonie et à 2 800 km de Tahiti, le Territoire des îles Wallis & Futuna est la collectivité d'outre-mer la plus éloignée de la métropole. Avec 142 km², elle est aussi la plus petite par sa taille. Ce caractère d'ultra-périphérie, doublé par l'éclatement géographique en deux entités distantes de 230 km - Wallis d'un côté, Futuna et Alofi de l'autre - explique une situation de marginalité et le « *quasi-oubli* » dans lequel est longtemps resté le territoire [Antheaume et Bonnemaïson, 1988 : 81].

En sortant les îles de la tutelle lointaine d'un protectorat rattaché administrativement à la Nouvelle-Calédonie, l'adoption du statut de territoire d'outre-mer de la République en 1961, intégrant les institutions coutumières (les trois royaumes d'Uvéa, d'Alo et de Sigave), a débouché sur des changements rapides. La politique de rattrapage en matière d'infrastructures, d'équipements et de services, particulièrement nette à compter de la fin des années 1970, la connexion aux réseaux d'information, la scolarisation, la hausse du niveau de vie et le développement de la société de consommation ont propulsé Wallis & Futuna dans une nouvelle ère qui impose au Territoire de trouver de nouveaux équilibres. Ce besoin d'adaptation est à la fois renforcé et provoqué par les évolutions statutaires de la Nouvelle-Calédonie, qui remettent en cause à moyen terme des opportunités anciennes de migration ayant longtemps permis la régulation de l'économie et de la société locales.

Dans un tel contexte de transition, qui impose de réfléchir aux modalités d'un développement territorial durable, les différentes composantes de la société wallisienne et futunienne ont un rôle majeur à jouer. Les institutions représentatives existantes, qu'elles soient à caractère politique, syndical, associatif ou coutumier, constituent des relais essentiels. Mais l'importance des défis à relever met aussi en évidence des besoins d'expression nouveaux.

C'est le cas du monde rural, qui constitue le socle de l'organisation économique et sociale et qui a pourtant longtemps été laissé en marge des priorités d'action mises en œuvre par les instances territoriales.

Cette situation explique pourquoi les professionnels du monde rural se sont engagés au cours des toutes dernières années dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une démarche collective destinée à favoriser leur représentation et à défendre leurs intérêts, à aider et accompagner les initiatives mais aussi à contribuer au débat local. Cette démarche s'est traduite par la création récente (juin 2002) d'une « *Fédération territoriale des organisations du monde rural* » (FTOMR) dont l'ambition est de doter les acteurs ruraux d'un outil d'expression et d'action.

Dans le cadre de sa réorganisation et afin de mieux répondre aux attentes des ruraux, le Service de l'économie rurale et la pêche (SERP) a décidé d'engager des actions d'accompagnement auprès des organisations du monde rural (OMR). La mise en œuvre d'une démarche d'appui correspondant aux besoins des OMR et

permettant de renforcer leurs rôles et leurs contributions aux dynamiques locales nécessite tout d'abord de (i) prendre en compte les principaux défis de l'évolution du Territoire, puis (ii) d'analyser la place des organisations existantes dans les dynamiques en cours. Cette mise en perspective permet d'esquisser (iii) plusieurs pistes d'intervention.

1/ Les défis du Territoire

Wallis & Futuna doit faire face à de nombreux défis qui résultent tout à la fois des dynamiques internes propres au Territoire et de sa place dans son environnement économique et politique. Ainsi, les changements institutionnels en Nouvelle-Calédonie remettent en cause à moyen terme des courants migratoires qui avaient pris une ampleur considérable avec le boom du nickel calédonien au tournant des années 1970 et qui expliquent qu'aujourd'hui la majorité de la population wallisienne et futunienne soit établie en dehors du territoire¹. Le tarissement des opportunités traditionnelles d'emplois salariés à l'extérieur forcent Wallis & Futuna à s'interroger sur ses perspectives d'avenir.

En effet, malgré la faible croissance démographique (0,6% par an entre 1990 et 1996 – mais le double en incluant l'émigration), la question du devenir et de la place des jeunes dans l'économie et la société se pose dans toute son envergure, puisque ceux-ci représentent près de 60% de la population en 1996 (de l'ordre de 8 000 moins de 25 ans), alors que le potentiel de développement des activités économiques apparaît fortement limité.

Le défi global du Territoire apparaît ainsi comme celui de la mise en œuvre de nouveaux compromis locaux qui permettront aux différentes catégories de la population de bénéficier des fruits du progrès économique et social.

La préparation de la loi de programmation pour l'Outre-mer et le développement d'une réflexion plus générale sur l'avenir et l'évolution institutionnelle de l'Outre-mer français offrent un contexte général favorable à la recherche de solutions. Les transitions devraient être facilitées par la volonté de la chefferie d'accompagner les changements mais aussi par la mise en place du Comité de réflexion économique et social territorial (CREST), esquisse d'un futur Conseil économique et social, et de la Chambre interprofessionnelle, qui viendront élargir et diversifier les enceintes du débat local aujourd'hui porté par l'Assemblée territoriale.

Les défis du Territoire sont d'abord d'éviter les ruptures au sein de la société locale qui pourraient avoir des conséquences durables sur le climat social et politique. Ce défi premier implique de trouver des « moteurs » pour le développement territorial dont le repérage et la mise en œuvre nécessitera d'engager une démarche de projet.

¹ 18 000 personnes en Nouvelle-Calédonie contre 14 000 à Wallis & Futuna (recensement de 1996).

11/ Eviter les ruptures

A Wallis & Futuna les risques de ruptures sont de deux types : social et économique et écologique.

a) sur le plan social et économique

- le passage d'une société d'autoconsommation à une société de consommation

Sur le plan social et économique, l'évolution des trente dernières années a été marquée par de profonds changements. La prégnance des différentes formes d'autoconsommation reste forte, y compris parmi les salariés, chaque ménage ayant sa propre production de cultures vivrières et pratiquant le petit élevage et la pêche. Mais, parallèlement, l'augmentation du niveau de vie et le développement de la consommation se sont traduits par la croissance des dépenses monétaires qui créent un impératif d'accès aux circuits marchands, qu'il s'agisse d'activités salariées permanentes ou occasionnelles ou de la vente de biens ou de services. Comme l'expriment de nombreux habitants, *« le taro ne permet pas de payer les factures d'électricité ni l'abonnement à Canal Satellite ! »*.

Ces évolutions se sont accompagnées d'une modification des conceptions et représentations du monde avec le passage d'une gestion quotidienne à la nécessité d'intégrer des termes plus éloignés, notamment du fait des échéances et des engagements financiers qui obligent à prévoir, gérer, planifier ne serait-ce que pour honorer les factures ou les crédits à la consommation auxquels accèdent les salariés.

L'accès aux revenus monétaires est donc devenue une préoccupation centrale, alors que les perspectives d'activités salariées sont particulièrement limitées : le secteur privé est restreint et bute sur l'étroitesse du marché local ; les perspectives dans la fonction publique - premier employeur du Territoire - sont désormais limitées au renouvellement des effectifs².

Cette situation risque d'accentuer rapidement les situations de marginalisation – socialement et politiquement délicates - et d'ajouter un clivage salariés / non salariés (qu'il serait possible de traduire en « nantis / laissés pour compte ») au clivage jeunes / vieux (lié à la prégnance des relations d'aïnesse dans la société wallisienne et futunienne, notamment en termes d'initiative et de prise de parole).

- l'absence de perspectives pour la jeunesse

Les rigidités sociales et la faiblesse des bases économiques, la fin des perspectives migratoires en Nouvelle-Calédonie posent la question du devenir des jeunes dont la difficulté d'insertion est aggravée par un phénomène d'acculturation « rampant » issu d'un système éducatif peu adapté. La sortie du système scolaire s'effectue en effet

² En 2000 le Territoire comptait 1 961 salariés dont 30% dans le secteur privé, 60% dans le secteur public et para-public auxquels s'ajoutent 10% d'emplois « chantiers de développement » (emplois financés par l'État à durée limitée) [IEOM 2000 : 18].

majoritairement à 16 ans, sans qualification, et le taux d'illettrisme est de l'ordre de 25% avec une maîtrise du français souvent aléatoire.

En l'absence d'emplois locaux et de projet territorial, avec la fermeture des débouchés calédoniens, les seules options resteraient alors l'émigration longue distance, principalement en métropole du fait de l'environnement international, à moins que la facilité politique ne conduise à privilégier le recours à l'assistance, ce qui ne serait pas sans créer de graves conflits pour des jeunes en manque et en mal d'avenir.

b) sur le plan écologique

Sur le plan écologique, Wallis & Futuna connaît les problèmes récurrents des milieux insulaires tropicaux à savoir une fragilité globale, renforcée par une pression démographique côtière (liée au relief, aux voies de communication et à l'histoire agraire), l'absence de gestion de la fertilité des sols et l'absence de gestion des pollutions (déchets domestiques et surtout effluents d'élevage). Ces différents facteurs de dégradation mettent en péril les ressources naturelles, en particulier l'eau douce. La tension est particulièrement marquée à Wallis où la densité s'élève à 122 hab./km (1996) et où l'approvisionnement repose sur l'exploitation d'une lentille d'eau douce. A Futuna, le relief marqué et la pression des cultures sur les pentes entraînent des problèmes d'érosion croissants.

Ces constats imposent la mise en œuvre d'une gestion raisonnée et intégrée des activités dans une perspective de gestion concertée des ressources et du territoire. Cette évolution impliquera une modification des règles d'usage et des droits qui sont encore très largement dictés par les principes coutumiers.

12/ Trouver des « moteurs » pour le développement territorial

Aujourd'hui, du fait de ses handicaps structurels et de la faiblesse des opportunités en termes d'activités, « *Wallis & Futuna trouve essentiellement ses ressources dans l'économie administrative et les services sociaux* » [Belorgey 1993 : 38].

a) des handicaps structurels

Wallis & Futuna pâtit en effet des handicaps des petites économies insulaires : des surcoûts liés au transport (exacerbés par l'éloignement du Territoire des grandes routes maritimes et par la distance entre les deux îles), la faiblesse du marché intérieur empêchant toute économie d'échelle, qui sont renforcés par l'appartenance à l'Outre-mer français et ses caractéristiques économiques (charges sociales, coût du travail, surévaluation du franc CFP).

Ainsi, comme dans le reste de l'Outre-mer, « *la compétitivité (des économies locales) est non seulement faible, mais encore peu susceptible d'être améliorée à une échelle significative. Il faut assumer les triples charges de la distance, des coûts sociaux et, plus encore, des micro-marchés que ne peuvent élargir les efforts commerciaux vers l'extérieur se heurtant aux données géographiques, au régime des ACP, et aux règles de la CEE et du GATT* » [Belorgey 1993 : 33].

Cette situation compromet la plupart des activités économiques : le coût des facteurs et les perspectives de marché empêchent la substitution aux importations mais elles réduisent aussi radicalement les possibilités d'exportation. Wallis & Futuna reste donc une économie d'import et de transferts, les seules exportations se limitant aux trocas et à un peu d'artisanat d'art (à l'occasion de manifestations occasionnelles comme les foires de Nouméa ou Paris).

Le développement des activités primaires est par ailleurs grevé par des rigidités locales dans l'accès aux facteurs de production : le statut des terres, du fait de l'existence de propriétés familiales indivises ; les possibilités de mobilisation du travail, à cause de l'importance des tâches communautaires et coutumières dans l'emploi du temps des adultes ; la faiblesse du capital mobilisable, qui s'explique par une accumulation réduite liée à l'importance des pratiques de don et d'ostentation et l'inadéquation du système bancaire, dont les tarifs expriment la difficulté des garanties.

Ces rigidités s'expriment aussi dans l'utilisation des productions : l'autoconsommation et la consommation coutumières influent sur les volumes, les prix et la qualité des produits et empêchent ou gênent considérablement l'apparition des filières à vocation commerciale. La meilleure illustration est bien sûr celle de l'élevage porcin, puisque l'objectif d'apparence de l'animal (poids et matière grasse) prime dans les manifestations coutumières .

Elles s'expriment enfin dans les modes de production eux-mêmes puisque les ruraux pratiquent une pluri-activité motivée en premier lieu par les besoins du ménage (monétaires ou en nature) plutôt que par des objectifs de rentabilité qui ne sont guère envisageables (ou généralisables) du fait du contexte des marchés locaux.

b) des opportunités extrêmement limitées

Les surcoûts, la faiblesse des réseaux marchands locaux, l'irrégularité de la production liée aux stratégies pluri-actives des ruraux réduisent les possibilités de développement de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'artisanat, hors soutiens spécifiques (subventions à la production, promotion des exportations).

Les perspectives de diversification sont limitées et reposent d'abord sur la réponse aux besoins de l'économie locale en matière d'alimentation animale et humaine. Elles portent aujourd'hui principalement sur les produits frais : la production locale d'œufs a connu une croissance significative, celle du poulet de chair plus modeste ; en revanche le secteur des fruits et légumes est très en deçà du potentiel, d'autant plus que le marché est non saturé et en pénurie structurelle.

La charcuterie porcine pourrait se développer à partir d'une filière indépendante de la filière traditionnelle à condition que les coûts de production soient réduits, ce qui pose la question d'une production locale d'aliments du bétail. Celle-ci avait existé dans les années 1980 avec une unité de transformation créée par des intérêts privés calédoniens (*Ferme St Vincent*) : la *Sté wallisienne d'aliments* (SWAA). Fonctionnant à base de matières premières importées, elle avait dû cesser ses activités à cause de la fiscalité douanière. Une fiscalité plus adaptée, l'incorporation de produits

locaux, voire le recyclage de certains déchets permettraient d'envisager une relance de cette production.

Le cas de la pêche est plus spécifique : si l'approvisionnement du marché local relève de la logique « produits frais » précédente, la pêche hauturière sur laquelle reposent de nombreux espoirs ne pourra se développer qu'avec des investisseurs extérieurs et des aides publiques. Ses retombées seront toutefois plus en termes de fiscalité que d'emploi.

Aujourd'hui, l'implantation d'une grande surface constitue une opportunité rare qui, si elle n'est pas saisie, risque de bloquer durablement les possibilités de développement de la production locale. Cette option renvoie cependant, au-delà des problèmes récurrents de coût des facteurs locaux, à un impératif de bonne gestion des volumes (régularité) et de la qualité (selon les standards de la distribution). Elle implique un appui spécifique et adapté aux producteurs locaux et un accompagnement par la mise en place de contrats d'achat. Faute de réponses locales adaptées, le risque pour le Territoire serait que cette opportunité soit saisie par d'éventuels opérateurs extérieurs qui pourraient avoir recours à du capital plutôt qu'à du travail (par exemple par la création d'une ferme mécanisée), alors que le problème crucial de Wallis & Futuna est l'emploi.

13/ Engager une démarche de projet

Pour repérer les marges de manœuvre et envisager des alternatives de développement des activités, il apparaît essentiel d'engager une démarche de projet dans une perspective de développement territorial et non pas seulement de développement sectoriel.

Jusqu'à présent les réflexions sur l'avenir économique et social de Wallis & Futuna sont restées cantonnées dans le domaine de l'administration et de l'expertise (avec des propositions en termes de scénarii d'ailleurs très limitées). Ce sont principalement les échéances de planification de l'intervention de l'État qui ont structuré la réflexion (contrat de plan 1994-98, convention de développement 1995-2000, contrat de développement 2000-2004) avec une « logique de guichet » particulièrement marquée. La commande passée à l'IRD en 2000 [Roux *et al.* 2001] ne semble pas avoir débouché sur un débat local qui semble être resté particulièrement pauvre et ne pas avoir abordé frontalement les défis du territoire.

Pour éviter le « scénario au fil de l'eau ou catastrophe » et s'engager dans le « scénario de ressaisissement » qu'invoquait le rapport du Commissariat général au Plan pour l'Outre-mer [Belorgey 1993], il convient d'engager une démarche dont « l'esprit » repose sur la lucidité de prise en compte les tendances lourdes. Celles de Wallis & Futuna posent à l'évidence un enjeu de débat pour la définition d'alternatives stratégiques. Ce constat renvoie aux rôles du politique et des institutions du territoire (chefferies, État, Conseil territorial, Assemblée territoriale, nouvelle Chambre interprofessionnelle) qui ont un rôle éminent dans l'organisation du dialogue. Mais les initiatives locales peuvent aussi enclencher ou accompagner la concertation – celles des OMR en sont une bonne illustration – et les services techniques peuvent appuyer et renforcer les démarches de diagnostic et de proposition.

A l'évidence, le rôle du secteur rural peut être déterminant dans un tel processus et dans le repérage d'alternatives de développement. A Wallis & Futuna, la notion de rural est bien sûr très relative du fait de la taille du territoire et de la population. Toutefois, ce dont il s'agit est bien de mobiliser les ressources et les savoir-faire d'une population qui reste dans sa majorité non salariée (cas de 70% environ de la population d'âge actif) et dont les moyens d'existence reposent en très grande partie sur l'exploitation des ressources naturelles.

Une telle perspective amène à sortir d'une stricte logique sectorielle – les produits de l'élevage, de la pêche, de l'agriculture, de l'artisanat – et à raisonner en partant des systèmes d'activités composites des ruraux – qui sont tous pluri-actifs et multi-revenus – pour construire une démarche de développement local – au niveau des villages, districts, royaumes – débouchant sur le développement global du territoire par la valorisation des ressources, des savoir-faire et des spécificités locales.

2/ Place et rôle des organisations du monde rural

21/ Des dynamiques collectives nombreuses et diversifiées

A Wallis & Futuna, les dynamiques collectives sont nombreuses. Les organisations sociales, économiques, religieuses, politiques – quel que soit leur statut (coutumier, associatif, GIE, coopératives) – sont profondément enchâssées dans le tissu local, les formes juridiques « modernes » masquant souvent des formes plus anciennes et des réseaux de solidarité préexistants.

Les activités collectives à caractère coutumier et/ou religieux continuent notamment à fortement structurer l'économie et la société locales en particulier à travers l'allocation de temps de travail pour des tâches communautaires (la réfection des églises étant l'une des activités les plus fréquentes).

Le grand nombre d'organisations de pêcheurs, éleveurs, agriculteurs, artisans, de femmes (de l'ordre de 200 sur près de 700 organisations déclarées) révèle à la fois un grand dynamisme du milieu rural mais aussi une grande fragilité des initiatives. Beaucoup d'associations enregistrées sont purement formelles ou en déshérence.

Cette situation s'explique par de multiples facteurs. On peut citer notamment :

- l'incitation « administrative » : l'administration a longtemps encouragé directement le mouvement coopératif sur une base locale. Dès les années 1950 avec les SMDR (Sociétés mutuelles de développement rural), les services de développement ont « suscité » l'action collective sur la base d'une coopérative par village. La faiblesse des appuis et des motivations a généralement nuit à la durabilité.
- l'opportunisme financier : l'accès aux subventions constitue souvent un moteur. Ainsi, les crédits Fades (entre 1984 et 1995) qui étaient réservés aux organisations se sont traduits par une grande vague de création coopérative,

sans lendemain, l'opportunisme financier n'ayant pas été relayé par un engagement réel.

- le manque de cohésion et l'absence de projet clair : une base d'intérêt commun trop faible, des objectifs insuffisamment discutés expliquent la fragilité de nombreuses associations.
- le poids de la coutume : les obligations à caractère coutumier peuvent constituer des handicaps rédhibitoires pour certaines organisations à but économique.
- la difficulté de croissance : une activité ou une initiative d'origine puis des choix de diversification qui sont mal maîtrisés.
- des problèmes de gestion : maîtrise technique, probité des dirigeants, accaparement des leaders par d'autres tâches, fuite des compétences acquises, notamment vers l'activité politique.
- une « politisation » excessive et la récupération partisane ou factionnelle des initiatives d'origine.

Aujourd'hui, l'importance des organisations en « dormance », les difficultés des quelques organisations « actives » sont révélatrices d'une crise d'identité et de positionnement qui fait simultanément écho à la faiblesse des moyens et des marges de manœuvre liée aux handicaps structurels et aux rigidités du Territoire. Elles révèlent également le déficit d'appuis *ad hoc*, qui font cruellement défaut, faute de moyens humains et financiers mais aussi, probablement, par insuffisance de diagnostic (notamment en termes de contraintes et handicaps) et par manque de mise en perspective (en replaçant les initiatives sectorielles dans le « global »).

22/ La revendication d'un statut et de la « prise de parole »

Pourtant, depuis quelques années, les organisations du monde rural donnent de la voix. Longtemps désordonnées et sans suites, leurs tentatives d'action ont souvent buté sur un manque de moyens de pression effectifs (par rapport aux syndicats de salariés qui manient fréquemment le recours à la grève) ; mais la montée des tensions internes liées aux défis du Territoire ont contribué à une prise de conscience qui débouche aujourd'hui sur une revendication de statut.

En effet, la croissance des besoins monétaires et le constat des écarts croissants entre les différentes catégories de la population (les salariés et les autres, le niveau de vie des métropolitains - les « *papalangui* » - la visibilité des réseaux de clientèle politique, etc.), le manque d'alternatives économiques, l'absence (la faiblesse) du débat local se sont traduits par un sentiment d'exclusion et la montée de revendications de la part des « ruraux » (ou encore des « non salariés », des « informels »).

Pour beaucoup, les activités rurales, longtemps considérées comme sans avenir en regard du salariat et de la fonction publique, deviennent des recours qui obligent à regarder au-delà de l'autoconsommation. Parallèlement à la prise de conscience (encore très partielle et imparfaite) des limites liées à la situation du Territoire, le repérage des quelques marges de progrès, notamment en termes de réponse à la demande locale en produits alimentaires face aux importations, offre des perspectives d'action qui invitent à revendiquer un débat et à y participer.

Ces évolutions, si elles s'accompagnent d'une recherche d'identité, débouchent aussi sur la revendication d'un statut, de la reconnaissance d'un patrimoine de connaissance et de savoir-faire permettant de contribuer à l'avenir du Territoire. « *On en a assez de ne pas compter* » ; « *nous, on veut se battre où on est* » ; « *on veut notre place sur le Territoire* ». Tels sont les propos souvent entendus chez les représentants des OMR rencontrés.

Dans ce processus, le combat des femmes pour la reconnaissance de leur statut et d'une autonomie économique a assurément joué un rôle moteur. La création du Conseil territorial des femmes (CTF) en 1993 a pesé dans la structuration des ruraux en montrant la voie. Mais la mise en place en 2001-2002 de la Chambre professionnelle, instituée sans suites en 1990 sur la base de statuts importés et normés – à savoir l'exigence du paiement d'une patente professionnelle et de 12 mois d'activité pour être électeur –, a cristallisé la prise de conscience des acteurs du monde agricole et rural et leur sentiment d'être « laissés au bord du chemin ».

Les initiatives prises par les représentants des diverses organisations existantes se sont focalisées sur la question de leur représentation à la Chambre (la démarche s'est soldée par l'octroi de 2 postes « réservés » sur 24) puis, plus généralement, ont débouché et débouchent aujourd'hui sur une revendication de statut (la reconnaissance d'une « spécificité de situation ») et de prise de parole dans le débat sur l'avenir du Territoire.

Les statuts de la Fédération territoriale sont particulièrement explicites à cet égard puisqu'il s'agit de : recenser et fédérer ; organiser le secteur et favoriser la représentation ; mobiliser, favoriser et coordonner le débat ; défendre ; participer à la réflexion globale sur le développement local. Néanmoins, les difficultés rencontrées pour sa mise en œuvre lors de sa création rappellent la grande fragilité des organisations de base et le déficit de leaders. Le fait que la FTOMR ait dû faire appel à un cadre du SERP pour sa présidence et le démarrage de ses activités en est la meilleure illustration. Toutefois, l'appui apporté par la chefferie à ce mouvement d'organisation des ruraux constitue un signe fort qui montre les enjeux et l'importance des recompositions en cours.

3/ Des pistes pour l'action

Les premières orientations formulables en termes d'action auprès des OMR relèvent de quelques mots-clés – information, formation, appui aux initiatives locales – et d'une démarche privilégiée – partir du local (du bas) pour aller vers le global – qui, au-delà de la simplicité de l'énoncé, renvoient à une profonde inflexion en termes de dispositif.

31/ L'information

Les caractéristiques du Territoire en regard d'autres enjeux (de l'Outre-mer français et plus largement de la République) se traduisent par une connaissance encore relativement frustrée de la réalité locale, notamment en ce qui concerne le « rural ».

Il existe ainsi un besoin d'investissement supplémentaire qui devrait porter sur :

- la connaissance des systèmes d'activités et des revenus

Le dépouillement exhaustif en cours du RGA de 2001 offrira prochainement une précieuse information qui aujourd'hui fait défaut. Cependant, ces données nouvelles devront être mises en perspective avec une approche globale de la réalité économique sociale. Les ménages « ruraux » du Territoire pratiquent des activités agricoles diversifiées ; mais ils sont aussi insérés dans des systèmes pluri-actifs et mobilisent des revenus multiples, monétaires et non monétaires : autoconsommation et autofourniture, ventes de produits, transferts sociaux, activités salariées permanentes ou ponctuelles (comme les chantiers de développement), transferts familiaux (en particulier les revenus issus de la migration). Une meilleure connaissance des sources et des niveaux de revenus sera un atout pour mieux définir les marges de manœuvre disponibles.

Un dispositif d'enquête pourrait être mis en place par le SERP rapidement (cf. annexe) en mobilisant quelques moyens humains ponctuels complémentaires avec un appui extérieur éventuel en termes d'organisation et traitement des travaux.

- la connaissance des marchés locaux

De même, si la production agricole finale n'est pas estimée, la structure, l'organisation et le fonctionnement des marchés des produits restent très mal connus : imprécisions sur les importations, méconnaissance de la consommation et des habitudes alimentaires, manque de données sur les modes de commercialisation et la formation des prix, etc., ce qui empêche le repérage des opportunités et marges de progrès.

Le recrutement de stagiaires en appui à l'équipe du SERP permettrait de compléter rapidement ce déficit d'informations.

- la connaissance des organisations locales et territoriales

Une meilleure compréhension du tissu associatif et des réseaux aux différentes échelles d'action (villages, districts, royaumes, Territoire, émigrés) et de leur histoire constitue un champ de connaissance important pour l'appui et pour l'action. Parallèlement à un recensement opérationnel conduit par le SERP, des travaux monographiques pourraient s'avérer particulièrement utiles.

32/ La formation

Très souvent les ruraux, les leaders d'organisations - mais aussi les élus locaux - manquent de clés de lecture pour la compréhension d'un « monde qui change » et de méthodes et d'outils pour identifier des pistes d'action et définir un Projet.

Les responsables des organisations ont besoin de comprendre le nouveau contexte international, la place de Wallis & Futuna, ses marges de manœuvre au sein de l'Outre-mer français. Ils ont besoin d'apprendre ce que signifie l'élaboration d'un

projet stratégique à partir d'un bilan-diagnostic concerté, la définition d'objectifs et d'un cadre d'action mais aussi comment le négocier et le mettre en œuvre.

Des formations à la formulation de projets stratégiques pour les organisations, qu'elles aient une vocation sectorielle, locale ou plus transversale, seraient non seulement éminemment utiles mais elles s'avèrent aussi urgentes, pour les organisations elles mêmes mais aussi les autres partenaires du développement. Car, dans la perspective d'un débat sur le développement du Territoire, il est nécessaire que les ruraux soient en mesure d'exprimer leurs points de vue et de défendre leurs positions.

Des formations de ce type peuvent être mises en place « à la carte ». Elles peuvent s'envisager de façon progressive, selon les types d'organisations et les échelles d'action. D'ores et déjà, une action de formation auprès des responsables des principales OMR, et notamment de la Fédération, seraient envisageables. Des modules de deux semaines pour un maximum de 25 personnes, déjà testés dans d'autres situations, pourraient être rapidement mis en œuvre.

33/ Le dispositif d'appui

Au cours des dernières années, les services du SERP se sont efforcés d'apporter un appui avec des moyens limités. Une partie des effectifs était affectée à des objectifs qui apparaissent aujourd'hui - à l'instar des chantiers navals - particulièrement décalés et inadaptés à l'ampleur des besoins d'appui.

La réorganisation en cours du Service, son renforcement en moyens humains, voire la réorientation envisageable de certains personnels, devraient permettre d'évoluer progressivement vers un appui renforcé aux acteurs du monde rural en ayant comme perspective :

- le passage d'une logique de guichet (qui implique de lourdes tâches de gestion) à une logique de projets (et donc d'accompagnement pour leur définition puis leur mise en œuvre) ;
- le passage d'une logique sectorielle à une logique plus globale (*cf. supra*) remettant l'agriculture – au sens large – dans la perspective du développement local et territorial. A l'heure de la multifonctionnalité assumée en métropole (et reconnue dans la dernière Loi d'orientation agricole), il est nécessaire de prendre en compte les différents rôles de l'agriculture : la production de produits agricoles mais aussi la gestion des ressources, l'aménagement de l'espace et la fourniture d'emplois.

Les aides publiques, qu'elles proviennent de l'État ou du Territoire, devraient pouvoir être mobilisées dans un cadre d'action offrant des leviers en termes d'aménagement et de développement local.

Dans une telle optique, sous réserve d'innovations du Territoire en termes d'outils, les OGAF apparaissent comme un instrument de programmation et d'action privilégié permettant d'articuler des projets localisés dans un cadre global. Alors que la première OGAF avait conduit à une grande dispersion des aides, faute de structuration de l'action locale, la mise en œuvre de nouveaux crédits OGAF offre

une occasion nouvelle de programmation des interventions. La « morphologie » du Territoire militerait pour la création de plusieurs OGAF (une par île, voire une par royaume) afin de coller au mieux aux caractéristiques locales en offrant des espaces de concertation *ad hoc*. Mais la prise en compte des particularités de chaque situation pourra, en tout état de cause, être également assurée au travers des modalités pratiques et du règlement de l'Opération.

Grâce aux mesures d'accompagnement en termes de formation et d'animation, l'OGAF devrait pouvoir contribuer à la création d'agences ou d'associations de district ou encore de coopératives de développement local qui seraient susceptibles de porter et de coordonner des projets dans la durée.

Enfin, au-delà du dispositif d'aides et d'intervention et de sa réorientation dans une perspective de développement territorial, il apparaît essentiel que les services techniques puissent susciter et accompagner des réflexions à caractère plus transversal mais essentielles eu égard aux caractéristiques du Territoire. La question du statut foncier et notamment de la gestion du foncier indivis apparaît centrale. La solution des baux ruraux envisagée par la chefferie, voire des innovations institutionnelles à l'instar des GDPL calédoniens (Groupement de droit particulier local) sont des pistes intéressantes. Simultanément, engager une réflexion sur l'accès au crédit des ménages ruraux, en s'appuyant sur les expériences connues en termes de micro-crédit et de crédit solidaire, apparaît comme un impératif nécessaire pour lever l'un des facteurs majeurs au développement des initiatives individuelles et collectives.

L'action engagée par les organisations du monde rural de Wallis & Futuna pour faire reconnaître leur place et leur rôle dans le devenir du Territoire, leur ancrage dans les réalités locales et leur volonté de vivre et de faire vivre l'*aga'i fenua* (la coutume du pays) en articulant tradition et modernité [Leleivai, 2002] constituent des atouts majeurs pour l'organisation du débat et l'émergence d'un projet territorial original, à même de répondre, au-delà des spécificités de l'Outre-mer français, aux défis du local à l'heure de la globalisation.

- Bibliographie -

- Angleviel F. (coord.), 1994, *Wallis & Futuna. Hommes et espaces*. CTRDP Nouvelle-Calédonie, Nouméa, 64 p.
- Angleviel F., Moyse-Faurie C., 2002, « Futuna ou l'enfant perdu... un timide biculturalisme ». *Hermès*, 32-33 : 377-383.
- Antheaume B., Bonnemaïson J., 1988, *Atlas des îles et États du Pacifique Sud*. GIP Reclus - Publisud, 126 p.
- Belorgey G., Péronnet G., Puzenat A., Vachey L., 1993, *Le défi des singularités*. Rapport du groupe « Outre-mer », Commissariat général au Plan, 214 p.
- Decker P. (de), 1997, « Uvéa-Wallis : une identité mouvementée ». In : Tryon D., de Deckker P. (eds.), *Identités en mutation dans le Pacifique à l'aube du troisième millénaire*. Collection Îles et Archipels, n° 26, CRET, université de Bordeaux III, pp.47-56.
- IEOM, *Wallis & Futuna en 2000*. IEOM, Paris, 92 p.
- Leleivai H.P., 2002, « Communication, politique et trajectoires identitaires à Wallis & Futuna ». *Hermès*, 32-33 : 181-189.
- Leplaideur A., 1999, *Wallis & Futuna : une transition agricole... à réguler ?* Territoire des îles Wallis & Futuna, Service d'État de l'agriculture, de la forêt et de la pêche - Cirad, 102 p.
- Moyse-Faurie C., 1997, « L'identité futunienne ». In : Tryon D., de Deckker P. (eds.), *Identités en mutation dans le Pacifique à l'aube du troisième millénaire*. Collection Îles et Archipels, n° 26, CRET, université de Bordeaux III, pp. 57-70.
- Roux J-C., 1985, « Un exemple de migration-enracinement dans le Pacifique Sud : la communauté wallisienne et futunienne de Nouvelle-Calédonie ». *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, vol. XXI, (4) : 461-480.
- Roux J-C., Blanchet G., Ferraris J., Kulbicki M., Mollard E., 2001, *Les potentialités économiques et les conditions d'un développement autocentré du Territoire de Wallis & Futuna*. IRD - Secrétariat à l'Outre-mer, 180 p.
- Territoire des îles Wallis & Futuna, Service d'État de l'agriculture, de la forêt et de la pêche, 2002, *Commission consultative pour l'attribution des aides OGAF*. Séance du 12 juillet 2002, note de présentation.
- Territoire des îles Wallis & Futuna, Service d'État de l'agriculture, de la forêt et de la pêche, 2002, *Recensement agricole du Territoire 2001, Premiers résultats*.

- ANNEXES -

Déroulement de la mission du 4 au 11 mai 2002

samedi 4 mai :

- arrivée à Wallis depuis Nouméa via Fidji
- accueil par Jacques Fourmy

dimanche 5 mai :

- discussion avec J. Fourmy
- documentation

lundi 6 mai :

- réunion au SERP avec J. Fourmy et Atoloto Malau
- audience à la Chefferie d'Uvéa
- entretiens à l'assemblée territoriale
- réunion au fale de la République de Mata Utu avec les organisations professionnelles du monde rural

mardi 7 mai :

- entretien avec le service territorial des affaires économiques
- entretien avec le Conseil territorial des femmes (CTF)
- discussions au SERP
- contact avec le secteur de la distribution

mercredi 8 mai :

- entretien avec le Conseil territorial des jeunes (CTJ)
- historique des organisations professionnelles avec A. Malau

jeudi 9 mai :

- cérémonies officielles à l'Administration supérieure

vendredi 10 mai :

- réunion au SERP avec des représentants de groupements de pêcheurs, agriculteurs et éleveurs
- entretien avec le service territorial de la jeunesse et des sports
- déjeuner avec Gilles Cantal, secrétaire général du Territoire, J. Fourmy, A. Malau du SERP
- entretien avec l'Ului Monua, ministre coutumier de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
- entretien avec Bernadette Papilio, conseillère du président de l'Assemblée territoriale
- entretien avec Antonio Ilalio, chargé de mission auprès du préfet pour le développement

samedi 11 mai :

- point sur les aides et réunion de synthèse au SERP
- départ pour Nouméa

Déroulement de la mission du 20 au 27 juillet 2002

samedi 20 juillet :

- arrivée à Wallis depuis Nouméa via Fidji
- accueil par Jacques Fourmy

dimanche 21 juillet :

- discussion avec J. Fourmy
- documentation

lundi 22 juillet :

- réunion au SERP avec J. Fourmy et Atoloto Malau
- entretien avec Alain Waquet, administrateur supérieur du territoire
- réunion au SERP avec les représentants de la FTOMR
- entretien avec Robert Laufoaulu, sénateur de Wallis & Futuna

mardi 23 juillet :

- entretien à la circonscription avec le Kivalu, Premier ministre coutumier, et l'Ului Monua, ministre coutumier de l'agriculture
- voyage Wallis - Futuna

mercredi 24 juillet :

- audience à la Chefferie d'Alo
- audience à la Chefferie de Sigave
- déjeuner à Leava avec Denis Dehaye, délégué de l'administrateur supérieur à Futuna
- réunion au fale du ministre de Leava avec les organisations professionnelles de Futuna

jeudi 25 juillet :

- bilan des contacts et entretien à Leava avec le délégué de l'administrateur supérieur
- voyage Futuna - Wallis

vendredi 26 juillet :

- entretiens avec les élus territoriaux à l'Assemblée territoriale
- réunion générale de restitution des premiers résultats de la mission au fale de la République de Mata Utu avec les représentants de OMR et de l'administration

samedi 27 juillet :

- réunion au SERP : bilan de la mission, discussion des pistes de travail et perspectives d'appui de la recherche
- départ pour Nouméa

Récapitulatif des contacts à Wallis & Futuna pendant les missions de mai et juillet 2002

Elus nationaux et territoriaux, chefferie :

Assemblée territoriale

- Bernadette Papilio, conseillère du président (6/5)
- Soane Uhila, conseiller territorial, membre de la Commission de l'agriculture (6/5)
- Samino Taputai, conseiller territorial, membre de la Commission de l'agriculture (6/5)
- Emeni Simete, conseiller territorial, membre de la Commission de l'agriculture (26/7)
- Alexis Lelevai, chargé de mission à l'Assemblée territoriale (26/7)

Elus nationaux :

- Robert Laufoaulu, sénateur de Wallis & Futuna
- Kamilo Gata, conseiller économique et social

Chefferie d'Uvéa :

- Dismas Heafala, Kivalu, Premier ministre coutumier
- Sanele Tauvale, Mahe Fotuaika, ministre coutumier de l'économie et de l'environnement
- Kusitino Toa, Ului Monua, ministre coutumier de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
- Alefosio Tolikoli, Fotua Tamaï, ministre de la santé
- Sosefo Vaitotai, Pului Uvéa, justice coutumière
- Mikaele Halagahu, Faïpule de Hahake
- Pelenato Sione, Faïpule de Mua

Chefferies d'Alo et Sigave

Services de l'État et du territoire :

Administration supérieure :

- Alain Waquet, préfet, administrateur supérieur du territoire des îles Wallis & Futuna
- Gilles Cantal, secrétaire général
- Denis Dehaye, délégué de l'administrateur supérieur à Futuna
- Antonio Ilalio, chargé de mission auprès du préfet pour le développement
- Ivona Hanisi, déléguée aux droits de la femme

Service de l'économie rurale et de la pêche (SERP) :

- Jacques Fourmy, directeur
- Atoloto Malau,

Service des affaires économiques :

- Samuele Kolokilagi, chargé de mission, resp. du suivi du dossier Chambre professionnelle

Service territorial de la jeunesse et des sports :

- Patrick Bonfils, conseiller d'Education populaire et de Jeunesse

Agence française de développement

- Laurent Seguin, VAT civil

Organisations représentatives :*Conseil territorial des femmes (CTF) :*

- Elena Takaniko, présidente
- Falakika Aisake, présidente de la fédération des femmes de Wallis, vice présidente pour les femmes de la FTOMR
- Malia Tafili, coopérative des femmes de Poi

Conseil territorial des jeunes :

- Hapakuke Matetau, président

*Organisations du monde rural**Elevage :*

- Martine Tuiha'amouga, groupement des éleveurs, 1^{ère} vice-présidente de la FTOMR

Pêche :

- Apiliato Folitu'u, vice-président représentant de la pêche à la FTOMR
- Lutoviko Timo, président du groupement des pêcheurs
- Pierre Gins, groupement des pêcheurs

Agriculture :

- Olsen Aloisio Sao, Union des agriculteurs de Wallis (UAW)

Maraîchage :

- Pasikale Seuvea, vice président pour le secteur agricole à la FTOMR

Comité du marché territorial :

- Julien-Suliano Taofifenua †, président du comité

Secteur privé :*Distribution :*

- Didier Taniant, responsable des achats société Fripac

Note sur la réalisation d'une enquête « activités-revenus » à Wallis & Futuna

1/ Choix de l'échantillon :

En fonction des moyens disponibles qui définiront la taille de l'échantillon, deux solutions sont envisageables : (a) le tirage au sort dans les strates du RGA à compléter en fonction de la qualité du RGA par rapport au thème (b) l'échantillonnage raisonné, c'est à dire le choix d'un panel représentatif de la diversité des situations dans les différentes localités retenues (en partant de la connaissance du SERP et des chefferies) réalisé à l'occasion des entretiens préalables.

2/ Méthode :

Deux phases sont nécessaires :

- une série d'entretiens avec des personnes-ressources permettant d'aborder (a) la problématique du développement agricole et rural de chaque localité et (b) de repérer les dynamiques existantes (initiatives individuelles et collectives, associations économiques, culturelles, les « entrepreneurs », etc.) : cette étape permet de bien s'imprégner de chaque contexte ;
- des entretiens semi-directifs sur déclaration auprès des chefs de ménage retenus en utilisant un questionnaire qui sert à la fois de recueil et de guide, en conservant une approche ouverte à la discussion qui permet de recouper les informations et de repérer d'éventuelles incohérences. Les questions comprennent à la fois des aspects qualitatifs et quantitatifs. Les rubriques ne doivent pas forcément être traitées de façon linéaire : selon le « contact » avec l'enquêté, un ordre différent peut être retenu avec des aller-retour.

3/ Contenu :

Les différentes rubriques à couvrir seraient les suivantes :

- la composition du ménage
 - o âge père et mère, niveau scolarité, antécédent(s) professionnel(s)
 - o nombre d'enfants, âges, niveau scolarité et occupation
 - o nombre de résidents au foyer (qui dorment et mangent)
- les dotations en facteurs
 - o foncier
 - surfaces disponibles et nombre de parcelles
 - localisation
 - statut : propriété, usufruit (terres coutumières), location
 - o force de travail
 - nombre d'actifs familiaux : temps plein ou partiel
 - nombre d'actifs non familiaux, temps plein ou partiel et mode de rémunération (salaire, à la tâche et type de tâche, entraide)
 - o moyens de production

- matériel agricole
- matériel de pêche
- bâtiments (hangar de stockage, d'élevage)
- véhicules utilitaires (camionnettes, pick-up)
- les activités agricoles et non agricoles, notamment salariées
 - agricoles
 - types de culture pratiquées, surfaces, nombre de parcelles ou de pieds
 - élevage
 - types, nombre de têtes
 - pêche
 - type, fréquences de sortie
 - activités rurales non agricoles
 - pension de famille, restauration
 - taxi
 - activités autres
 - emploi salarié à temps plein ou partiel
- les transferts sociaux et familiaux
 - retraites, allocations familiales
 - dons monétaires ou en nature et montant (ou valeur)
 - origine (famille locale, en Nouvelle-Calédonie, chefferie,
- la destination des productions (autoconsommation, ventes, dons) et les conditions de commercialisation
 - pour chaque production niveau de récolte et destination des produits
- leurs résultats en termes de volumes produits (valorisés au prix de vente réel ou prix du marché pour l'autoconsommation) ou de recettes
- les principaux postes de dépenses
 - l'alimentation
 - la scolarité
 - l'entretien des véhicules et matériels
 - les services (téléphone, électricité, eau)
 - les dons
- les projets du chef de famille et l'avenir souhaité pour ses enfants.

Le traitement de ces informations permet d'estimer les revenus monétaires et en nature, agricoles et non agricoles et, en ce qui concerne les activités d'agriculture, d'élevage, pêche et chasse, la part respective des différents produits. Les revenus des activités sont estimés en net en déduisant les coûts directs et d'amortissement (estimés) des matériels.

Ces informations, après traitement, permettront de caractériser les systèmes d'activités au niveau global, puis île par île (ou par circonscription) et d'élaborer une typologie en fonction des palettes d'activités et de revenus composites qui auront été identifiés.

4/ Traitement :

Le traitement des informations peut s'effectuer sous Excell ou sous Access. Les informations qualitatives doivent être codées.

Les opérations de base sont des analyses bivariées : les moyennes et médianes, quelques corrélations (tableaux croisés dynamiques), qui permettent ensuite d'identifier des classes et des types. Il est toujours possible de raffiner (analyse des correspondances, classification hiérarchique) mais, dans un premier temps, la production d'information synthétique nouvelle peut reposer sans problème sur ces traitements simples.

L'appui aux organisations du monde rural de Wallis & Futuna

Enjeux et perspectives

Fale de la République

Mata Utu

26 juillet 2002



Service de
l'économie
rurale et de
la pêche

Illustrations d'après Mercoiret M-R. et Mercoiret J.. 2000. Guide du développement local. Cirad-Cienac.



Le Territoire est à un moment-clé de son histoire

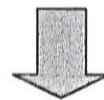
- Les changements de son environnement...
 - L'évolution de la Nouvelle-Calédonie et son impact probable sur les flux migratoires
 - Les réflexions sur l'Outre-mer français
- ... imposent la définition d'un projet stratégique de développement pour relever les défis :
 - De l'intégration des jeunes dans la société : quels emplois demain pour les 8000 moins de 25 ans ?
 - De la gestion durable des ressources naturelles : comment gérer la croissance démographique en préservant des équilibres fragiles ?
- Alors que les handicaps sont nombreux :
 - Marché intérieur limité et surcoûts d'une économie insulaire
 - Faible compétitivité face aux pays de la région
 - Difficulté des communications entre Wallis et Futuna

- Et les opportunités réduites :
 - Saturation des perspectives d'emploi dans les secteurs public et para-public
 - De rares secteurs d'activités ayant un potentiel de croissance :
 - Les produits frais : fruits et légumes, viandes et poissons
 - Les filières pêche
 - Les marchés à « niche » : kava, artisanat
- Il organise la réflexion sur son avenir avec la préparation de la loi de programmation sur 15 ans
- Il se dote de nouveaux instruments :
 - Une Chambre interprofessionnelle
 - Un Comité de réflexion économique et social (CREST)
- Il actualise plusieurs dispositifs d'action publique :
 - OGAF
 - IX^{ème} FED
 - Contrat de développement

Dans ce contexte...

A Wallis & Futuna,
les ruraux, spécialisés ou pluri-actifs
prennent la parole...

solidarité locale



ils ont créé la
**Fédération territoriale des organisations
du monde rural
(FTOMR)**

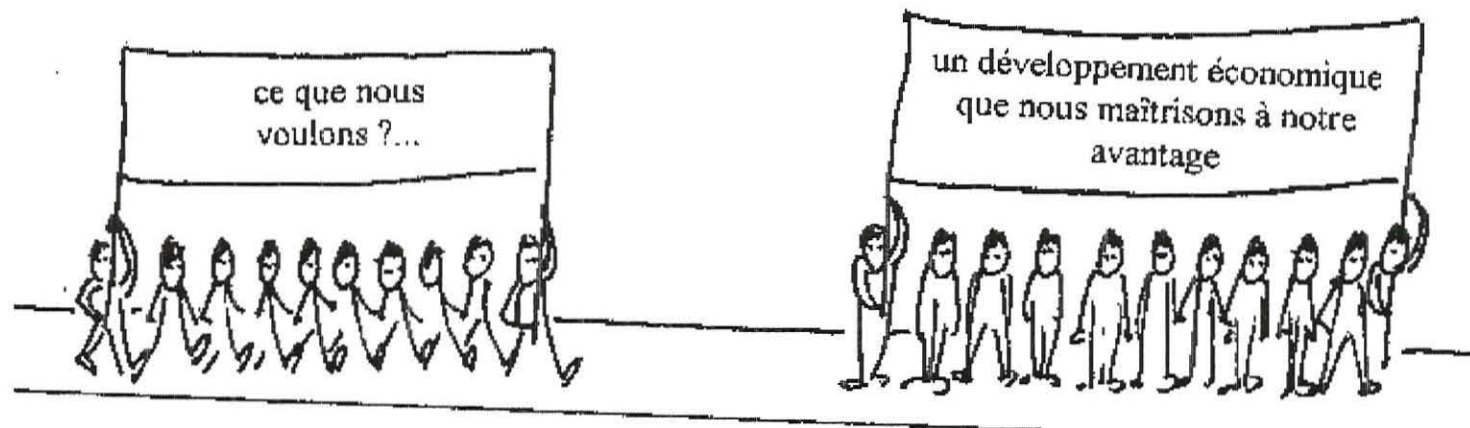
Car ils représentent la force vive du Territoire...

- ↳ 30% seulement de la population active sont salariés
- ↳ 70% vivent de l'exploitation des ressources du milieu naturel :
de la terre et de la mer



**L'avenir de la jeunesse
repose très largement
sur le développement
des activités rurales**

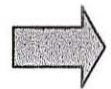
Les OMR ne veulent pas rester au bord du chemin



Elles veulent participer au débat :

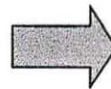
- ➡ Au sein de la Chambre interprofessionnelle
- ➡ Sur l'avenir du Territoire

La démarche des OMR rejoint les préoccupations des Autorités
et services techniques de l'Etat et du Territoire



Des constats :

- ↳ Les limites des approches imposées « par en haut »
- ↳ Les limites des aides ponctuelles (« saupoudrage »)



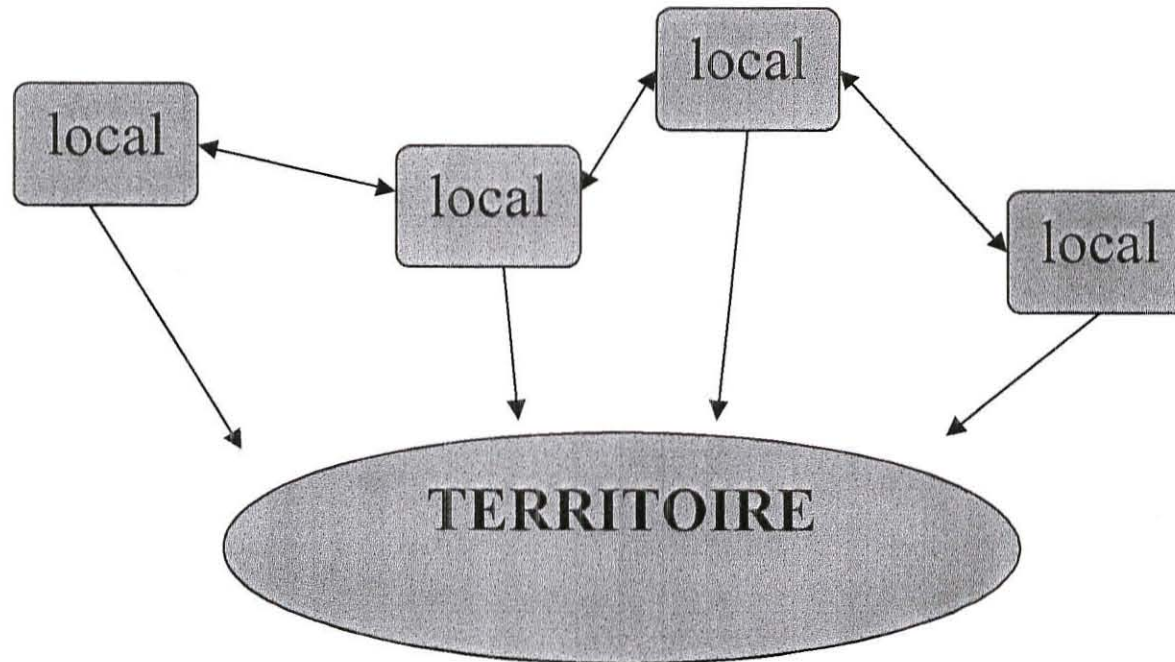
Un besoin :

- ↳ Négocier la mise en œuvre des dispositifs d'appui avec les populations locales dans une perspective globale de développement durable

→ Parallèlement à des actions structurantes et pilotes
(port de pêche, transformation de produits, gestion de l'eau...)

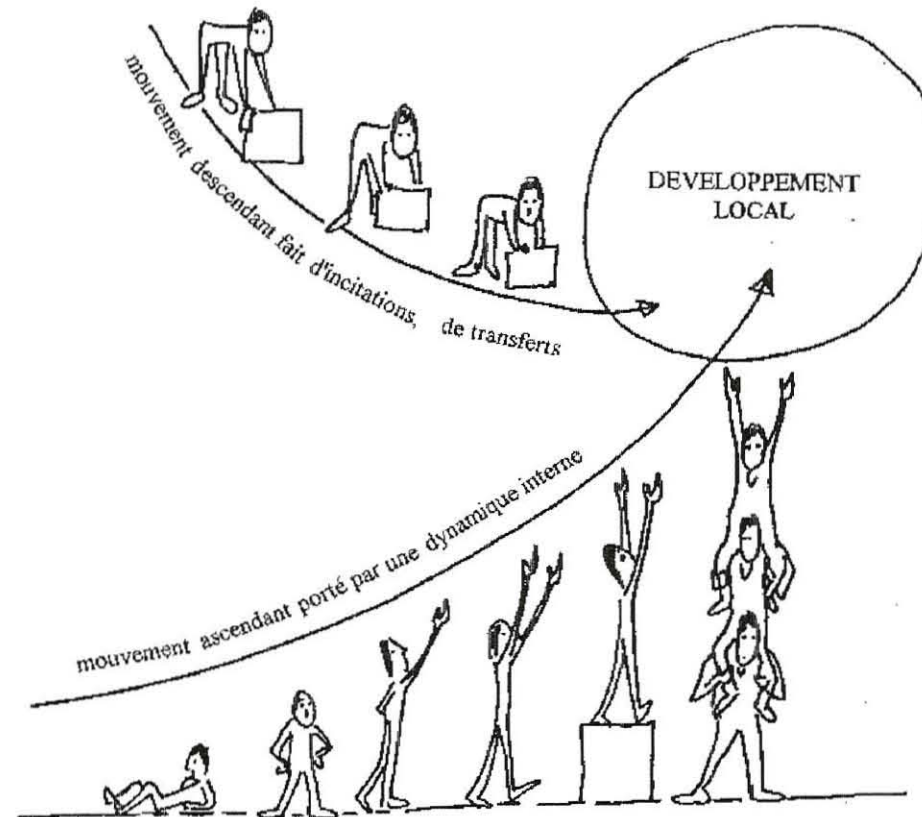
Un objectif :

↪ Ancrer les appuis dans une démarche de
développement local et territorial

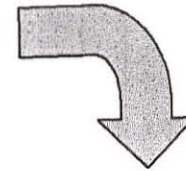


Qu'est-ce que le développement local ?

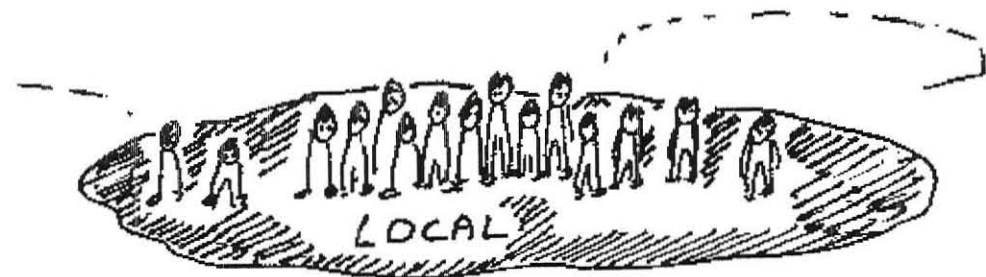
Les dynamiques locales peuvent résulter d'une initiative endogène
ou d'une "provocation" exogène, ou des deux en même temps

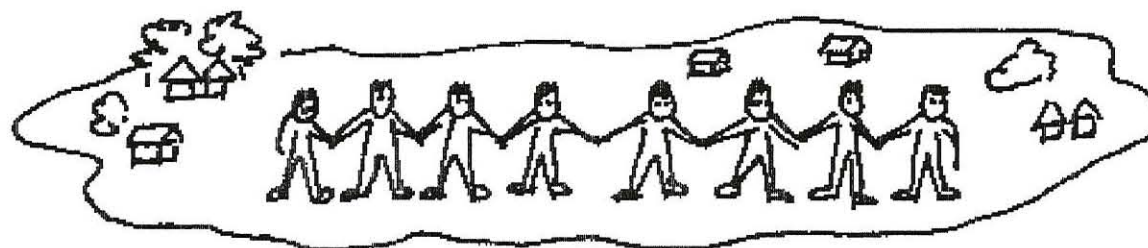


Et qu'est-ce que le local ??



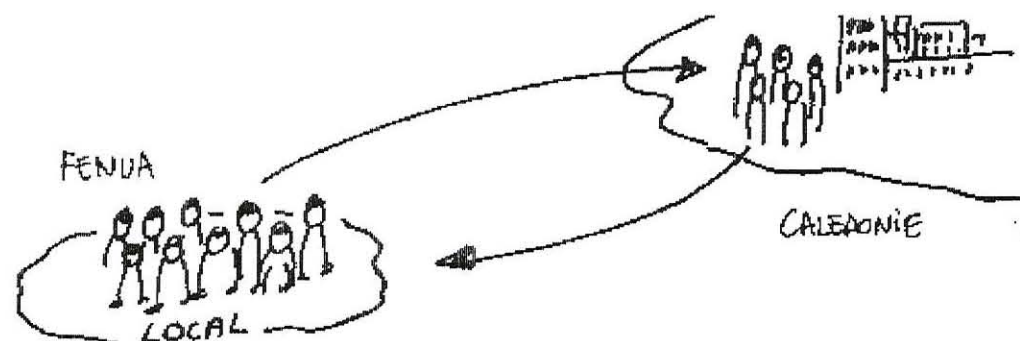
LE LOCAL, c'est l'espace qu'un groupe social peut appréhender
et sur lequel il peut agir.





au sein d'une micro région dont les habitants ont manifesté une
profonde solidarité.

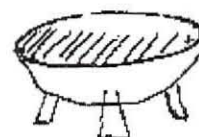
Le local peut englober
des groupes éloignés
géographiquement



Mobilisation des ressortissants
et des réseaux d'émigrés par les acteurs locaux

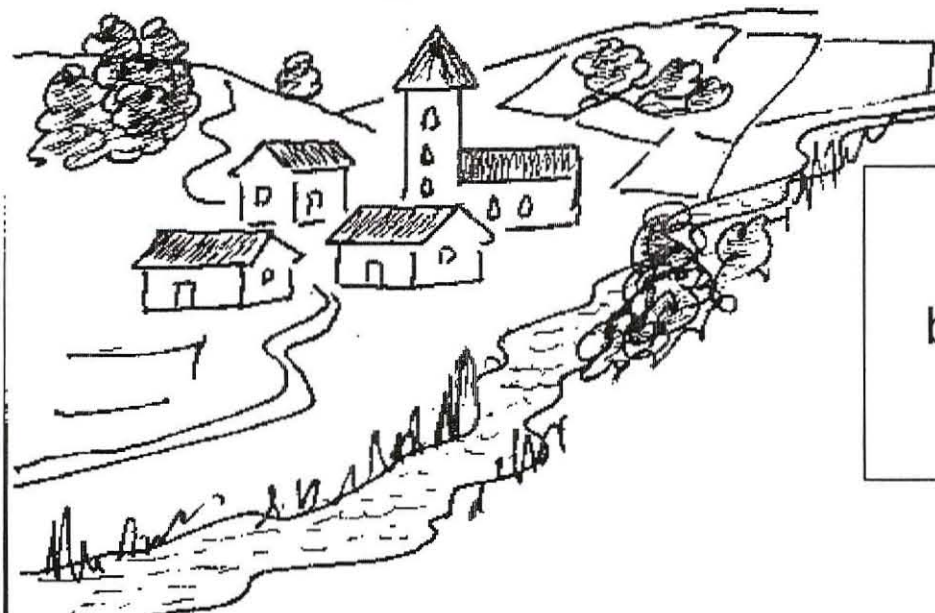
Un espace social et culturel

fondé sur une
identité culturelle,
un sentiment
d'appartenance,



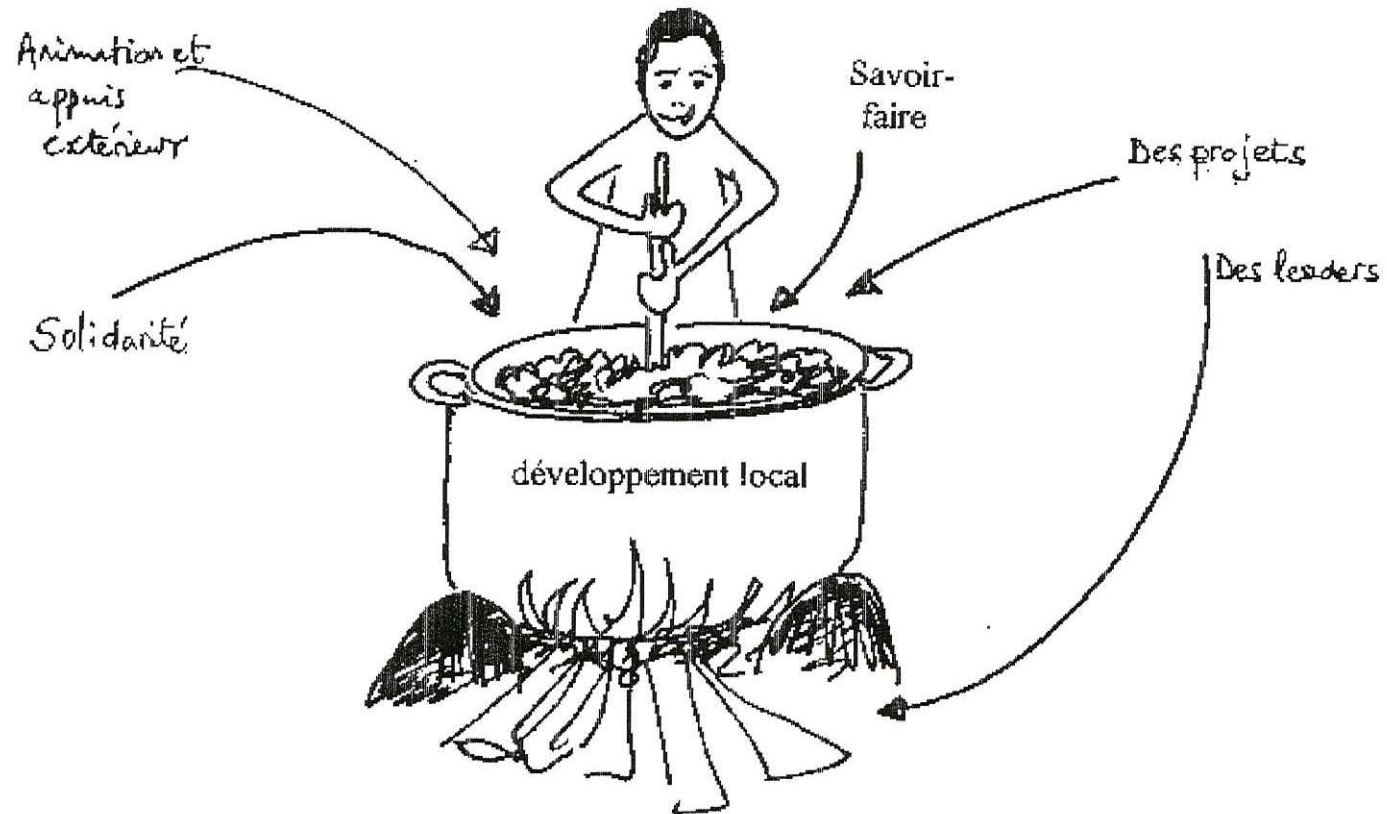
enfant du pays

« le Fenua »



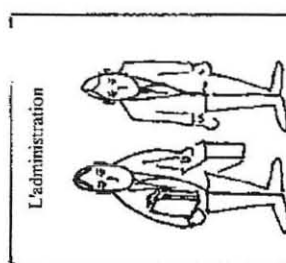
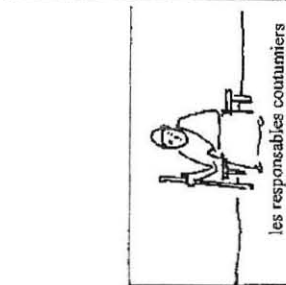
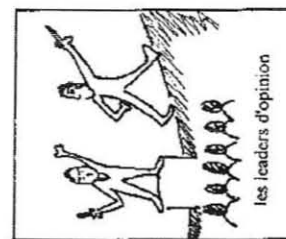
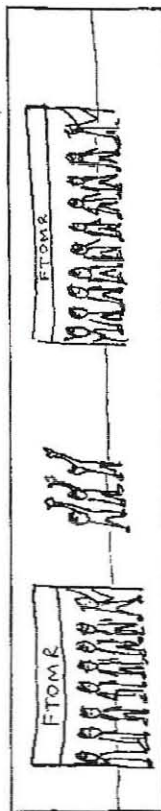
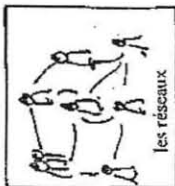
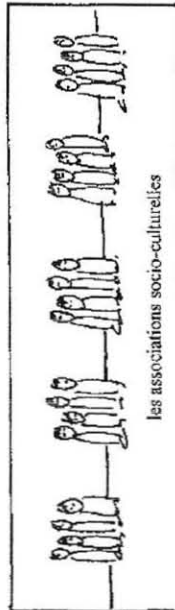
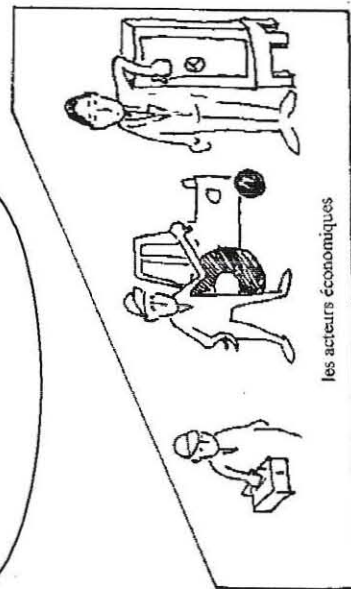
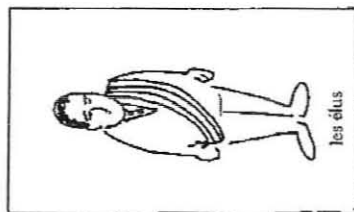
Un projet :
bien vivre au fenua

Comment fait-on ??



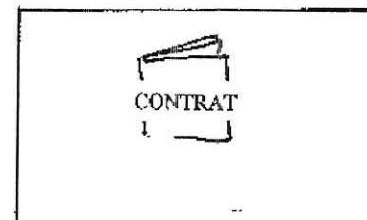
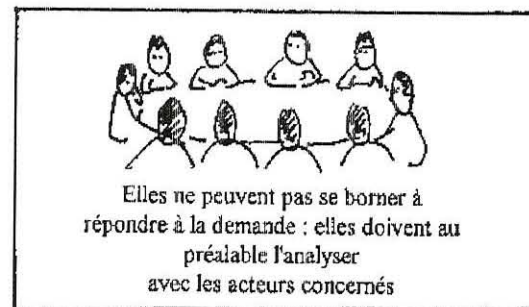
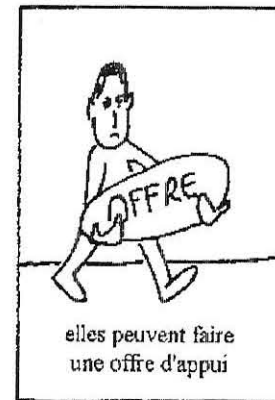
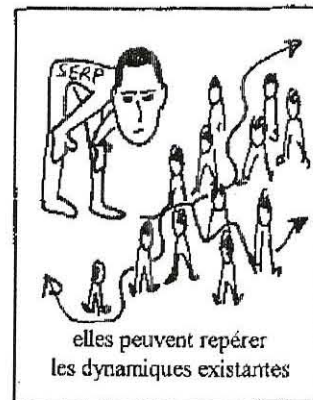
⇒ le développement local, comme pour préparer un bon plat, nécessite des ingrédients, des savoir-faire, des conditions favorables.

Avec qui ?

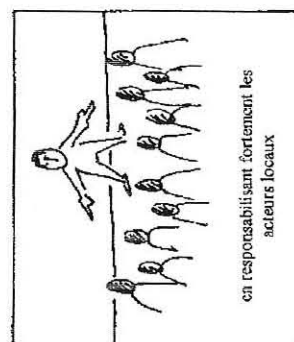
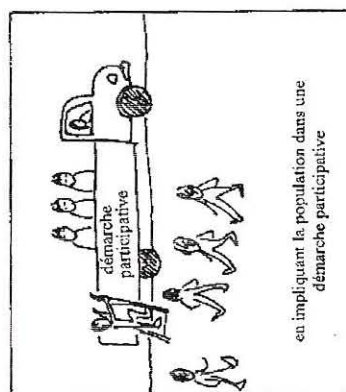
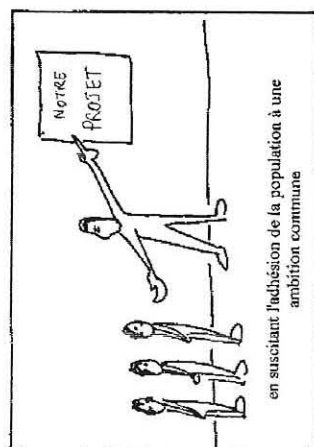
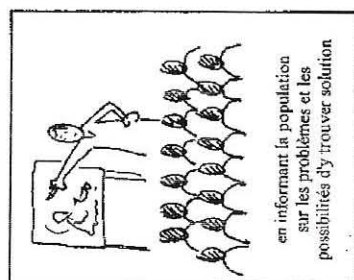


Quelle démarche ?

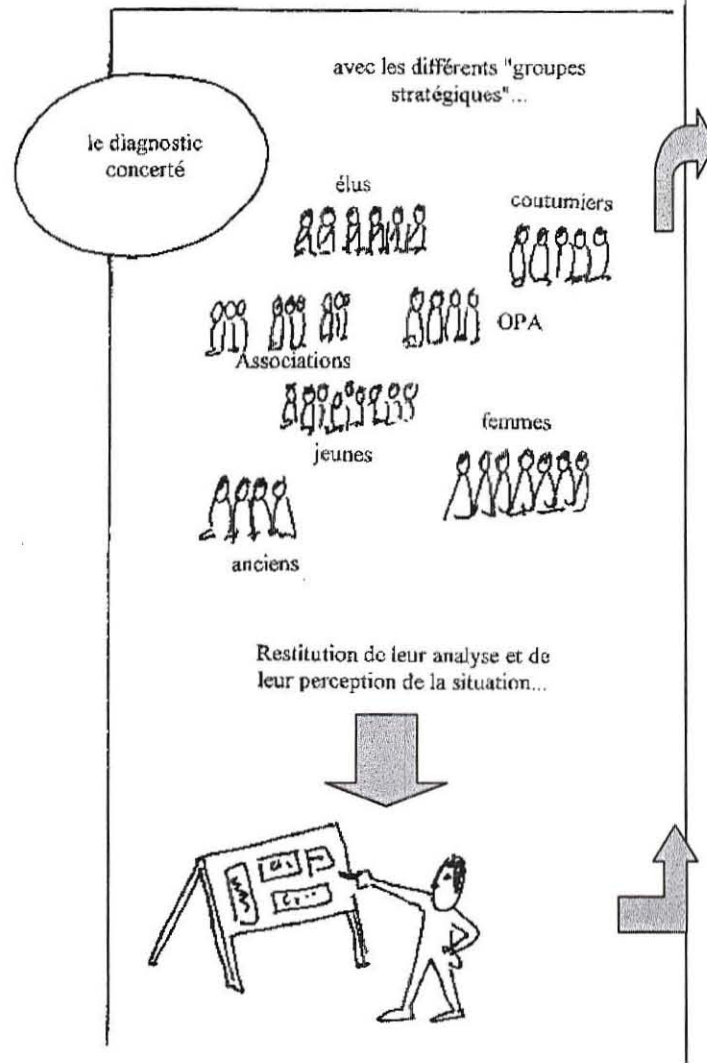
Les structures d'appui ne peuvent pas imposer... ni s'imposer...



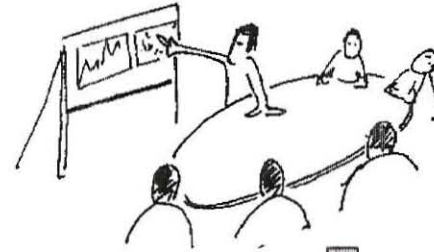
Elles doivent informer, susciter, impliquer, responsabiliser...



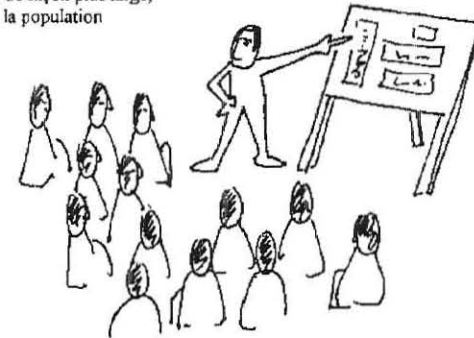
Des outils...



Le diagnostic initial rapide
peut être restitué aux responsables



Ensuite, de façon plus large,
à la population

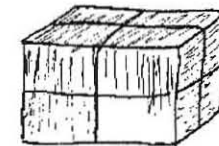


pour donner lieu à un
réexamen de la demande

demande initiale

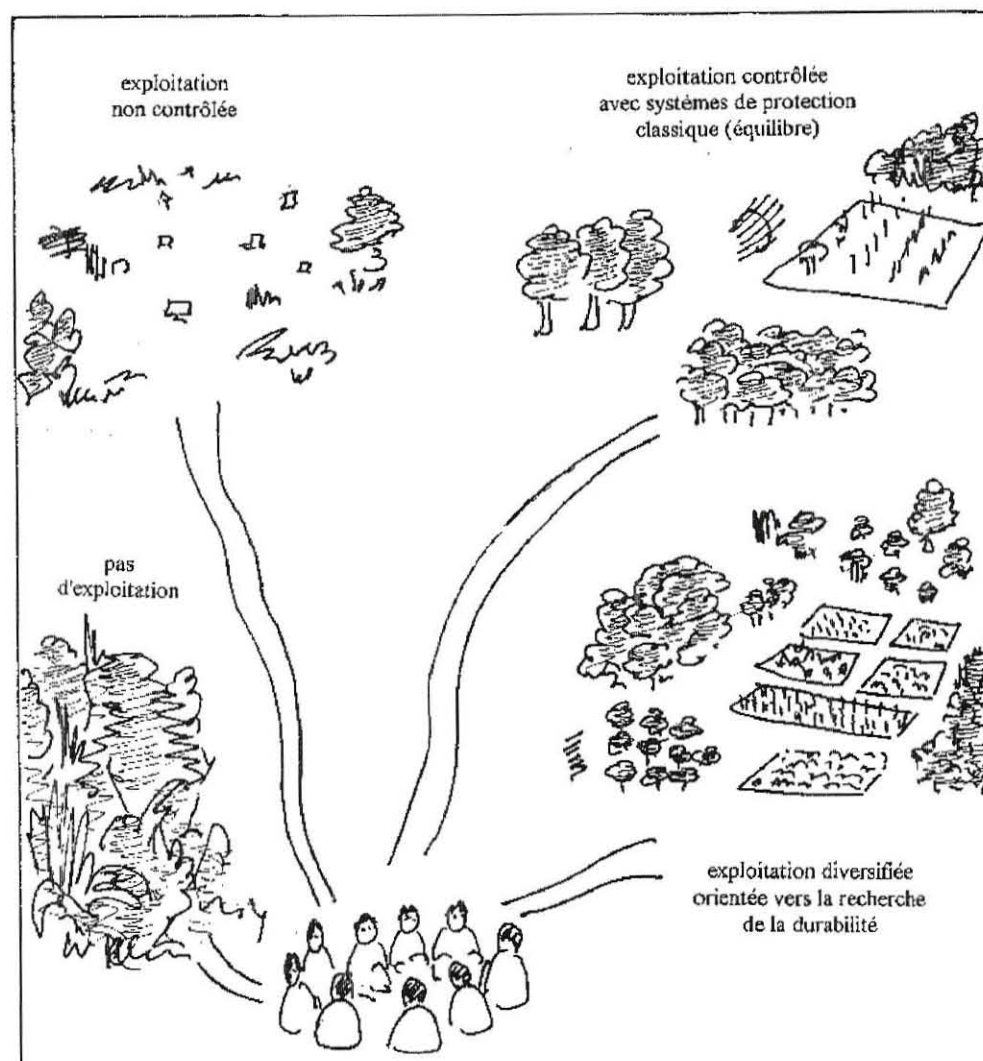


demande reformulée
à partir du diagnostic rapide



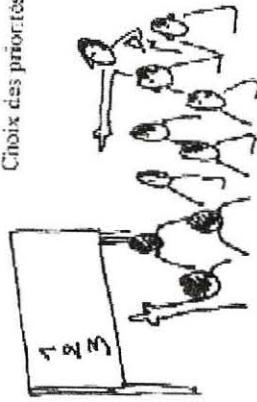
Définir
les
options

Choisir
les
objectifs



Puis...

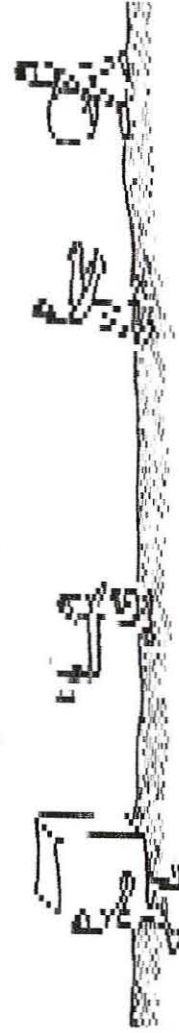
Choix des priorités



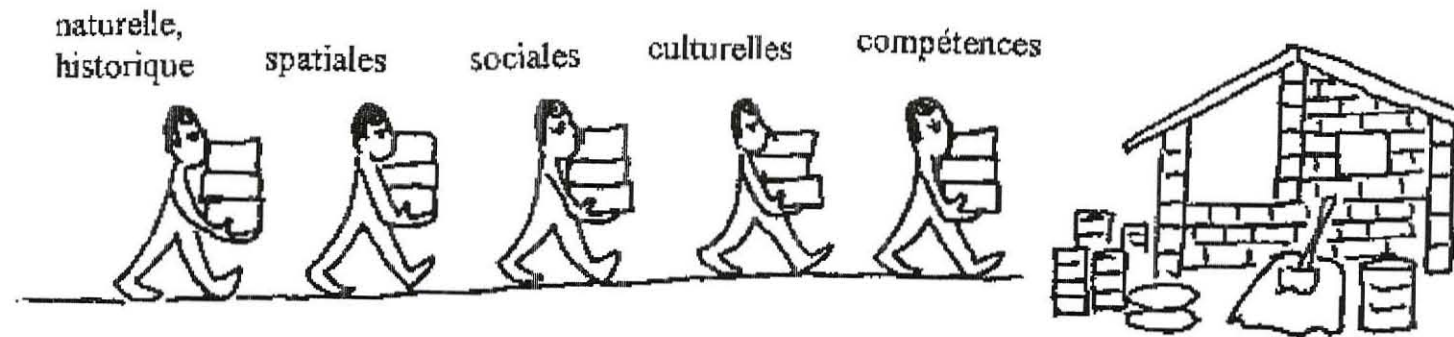
Le processus de planification



Le processus de planification



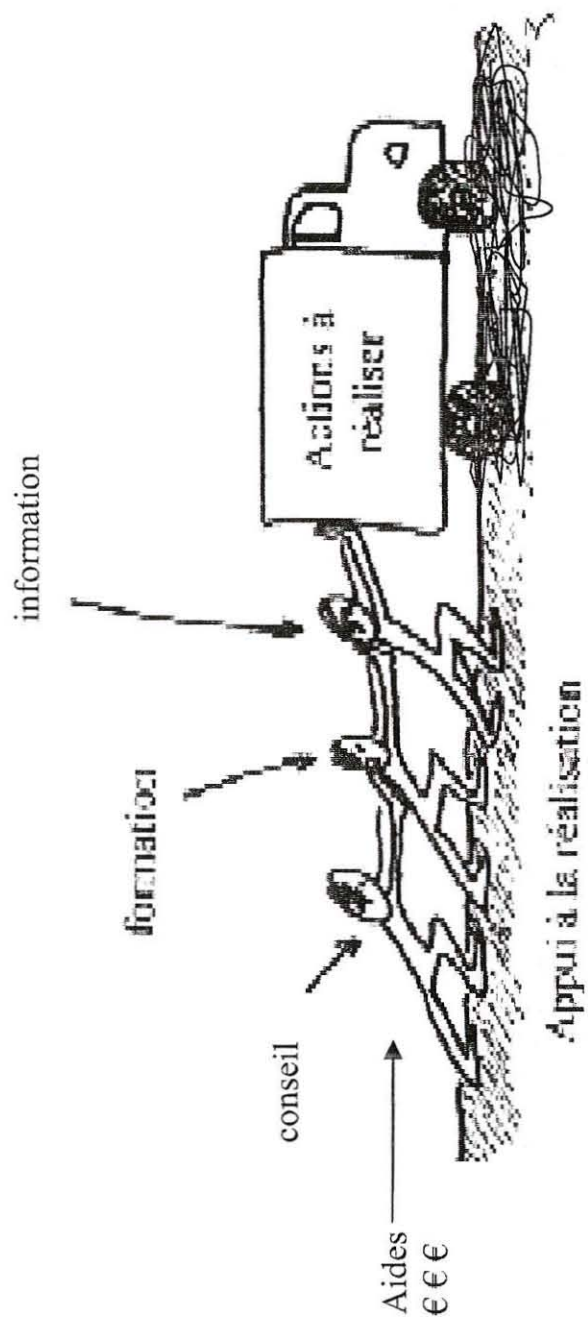
Une demande, des contraintes, des atouts,
des marges de manœuvre... des choix...
des projets



mise en valeur des ressources que la société locale maîtrise (internes et externes)

Utiliser toutes les ressources disponibles

Mobiliser des appuis extérieurs



En conclusion...

pas de recettes standard



mais du sur mesure